

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société TRICOFLEX

17 avenue Jean Juif
CS 70015
51300 Vitry-Le-François

Références : D3 i 2024 841
Code AIOT : 0005701829

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement Société TRICOFLEX implanté 17, avenue Jean Juif CS 70015 51300 Vitry-le-François. L'inspection a été annoncée le 23/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur le récolement de l'arrêté de mise en demeure et de mesures conservatoires n°2024-92-MD-IC en date du 21/05/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société TRICOFLEX
- 17, avenue Jean Juif CS 70015 51300 Vitry-le-François
- Code AIOT : 0005701829
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Basée à Vitry-le-François, la société Tricoflex conçoit et fabrique une large gamme de tuyaux flexibles en thermoplastiques pour tous types d'application (jardinage, RIA, produits alimentaires...). La société produit d'ailleurs sur place leurs granulés plastiques et stocke notamment

du PVC, des plastifiants, des huiles et des résines.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 1.6	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.6.71	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	3 mois
7	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.5.3 et 7.5.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Avec suites, Mise en demeure, produits chimiques	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	mesures conservatoires	AP de Mesures Conservatoires du 21/05/2024, article 7	/	Sans objet
4	mesures conservatoires	AP de Mesures Conservatoires du 21/05/2024, article 7	/	Sans objet
5	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 2.1.1 et 4.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.5.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.6.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les mesures conservatoires demandées concernant le risque incendie au niveau des stockages de plastique en extérieur à proximité des habitations proches et les puisards qui rejettent des eaux pluviales potentiellement polluées directement dans la nappe.

Il travaille également sur un projet de porter-à-connaissance en vue de mettre à jour son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter suite aux différents changements constatés lors de la visite précédente et susceptible d'avoir des impacts notables sur les risques liés aux activités du site.

Ce dossier permettra de remettre durablement le site en conformité et de vérifier par l'intermédiaire des études Flumilog, D9 et D9A demandées de vérifier que les prescriptions présentes dans l'arrêté préfectoral initial sont suffisantes. L'exploitant s'est engagé à transmettre son dossier finalisé sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 1.6
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier• date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
Constats : <p>A la suite de la visite d'inspection du 05/03/2024, l'exploitant a été mis en demeure de transmettre à l'inspection un porter-à-connaissance qui reprend l'ensemble des changements notables survenus sur le site depuis 2007 date de publication de l'arrêté préfectoral du site.</p> <p>Lors de la visite du 05/03/2024, l'inspection a en effet constaté plusieurs modifications mises en place sur le site pour lesquelles elle n'a pas été informée.</p> <p>Ces modifications sont susceptibles d'impacter le classement des activités du site vis-à-vis de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de remettre en cause la maîtrise des risques.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection son projet de porter-à-connaissance actuellement en cours de rédaction. Le dossier présenté contient une version actualisée du tableau des rubriques ICPE applicables aux activités du site. D'après l'exploitant, le dossier prend en compte les différents changements survenus sur le site depuis 2007.</p> <p>Depuis la visite du 05/03/2024, l'exploitant a régulièrement tenu informée l'inspection de l'avancement de son dossier de porter-à-connaissance. L'exploitant a également engagé un bureau d'étude afin d'être accompagné dans la rédaction du porter-à-connaissance. Le bon de commande signé pour cette prestation a été transmis par courriel à l'inspection en date du 24/05/2024.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à transmettre la version finalisée du porter-à-connaissance sous un délai de 3 mois à compter de la date de signature du présent rapport.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le délai initialement prévu pour le dépôt du porter-à-connaissance est de 3 mois à compter du 21/05/2024.</p> <p>Toutefois, compte-tenu des échanges réguliers entre l'exploitant et l'inspection, des éléments justificatifs transmis et de la mise en place des mesures conservatoires concernant le stockage de polymère à l'extérieur du site dans le but de limiter les risques pour les habitations voisines en cas de départ de feu au niveau de cette zone, il a été accordé à l'exploitant un délai supplémentaire afin de lui permettre de finaliser les études en cours et de fournir un dossier le plus complet possible.</p> <p>Toutefois, l'exploitant devra impérativement respecter son engagement et transmettre à l'inspection le porter-à-connaissance finalisé sous un délai de 3 mois à compter de la signature du présent rapport. La mise en demeure ne pourra être levée qu'une fois cette action réalisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 21/05/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, mesures conservatoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la société TRICOFLEX met en place des mesures conservatoires palliant les non-conformités visées aux articles 3 et 4 du présent arrêté jusqu'à la levée de la mise en demeure formulée s'agissant :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'encadrer les stockages extérieurs en respectant les articles 2.1 et 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a éloigné ses stockages de matières polymères (produits finis et matières premières) des limites de propriété de son site. Selon l'exploitant cette distance est au moins égale à 20 mètres.</p> <p>Il a mis en place des repères physiques afin d'indiquer à son personnel la limite à partir de laquelle il ne doit plus être stocké de palettes et vérifier que cette règle est bien respectée.</p> <p>Lors de la visite d'inspection il n'a pas été constaté d'écart concernant le respect de cette limite.</p> <p>L'exploitant a également informé l'inspection, qu'il a sollicité le service de prévention du SDIS (Service départementale d'incendie et de secours) de la Marne pour avoir un avis sur les stockages extérieurs et qu'il est venu sur le site le 18/04/2024.</p> <p>Le SDIS a notamment recommandé à l'exploitant de laisser une distance de 8 mètres entre les îlots de palettes dans les stockages de matières polymères extérieurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit maintenir en place ces mesures conservatoires en attendant la mise à jour de son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui sera réalisée suite à l'instruction du porter-à-connaissance visé au constat n°1 du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bassin de confinement des eaux incendie - caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.6.71
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés aux capacités de rétention de 1 168 m³ constituées de deux réservoirs :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'un défini par le réseau de canalisation de collecte des eaux pluviales pouvant être obturé à l'aide de vannes d'isolement et représentant 131 m³,- le second défini par les quais de chargement dont la capacité de stockage en eau est de 1 037 m³. <p>Cette zone de stockage située en contrebas du reste de l'entreprise peut être remplie par le réseau de collecte des eaux pluviales et être obturée par une vanne. La vidange de ce réservoir est alors effectuée à l'aide d'une pompe de relevage installée à demeure. [...]</p>
Constats : <p>La procédure de manipulation des vannes de commande de la fermeture du réseau d'eaux pluviales est affichée au niveau de chaque vanne.</p> <p>Lors de la visite les procédures sont affichées avec un système provisoire.</p> <p>L'exploitant a indiqué être dans l'attente de réception des supports définitifs.</p> <p>L'exploitant a également indiqué avoir recyclé les formations des chefs d'équipe de production du site sur ce sujet car ce sont eux qui sont chargés de manipuler les vannes en cas d'urgences.</p> <p>Le dernier exercice incendie du site a été réalisé en décembre 2023.</p> <p>Concernant les volumes de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie, l'exploitant a vérifié que ce sont bien les quais de chargement qui permettent de récupérer les eaux potentiellement polluées.</p> <p>De fortes précipitations ont touché le site les jours précédents la visite d'inspection.</p> <p>Aussi, au moment de la visite, l'inspection a constaté que les eaux de ruissellement ont naturellement tendance à se déverser vers les quais car ceux ci étaient inondés au moment de la visite.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les calculs des besoins en eau du site en cas d'incendie et que le volume de rétention nécessaire actualisé suite aux modifications survenues sur le site seront joints au futur porter-à-connaissance visé au constat n°1 du présent rapport.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>La date de réalisation du dernier exercice incendie étant supérieure à 6 mois, l'exploitant prévoit de réaliser prochainement un nouvel exercice. L'inspection a suggéré à l'exploitant d'en profiter pour tester la bonne mise en œuvre de la procédure de manipulation des vannes lors de l'exercice.</p> <p>Aussi sous 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de son exercice incendie qui intégrera un point sur la mise en œuvre de la procédure confinement des eaux potentiellement polluées.</p> <p>Pour le calcul des volumes de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie au niveau de ses quais logistique, l'exploitant devra tenir compte de la présence potentielle de remorques au niveau des quais susceptible de réduire les capacités de la rétention.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 21/05/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, effluents
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, la société TRICOFLEX met en place des mesures conservatoires palliant les non-conformités visées aux articles 3 et 4 du présent arrêté jusqu'à la levée de la mise en demeure formulée s'agissant : [...] <ul style="list-style-type: none">• de mettre en œuvre des mesures immédiates permettant de ne pas rejeter d'effluents dans les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface notamment au niveau de sa nouvelle zone de stockage, conformément à l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2007. [...]
Constats : L'exploitant a mis en place des plaques étanches sur chaque puisard afin de les obturer. Lors de la visite, l'inspection a constaté que ces plaques sont en place et fonctionnelles.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 2.1.1 et 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des installations
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; - la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ; - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. <p>Art 4.3.2 : [...] Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a expliqué à l'inspection qu'il souhaite condamner 3 des 4 puisards et transformer le dernier en collecteur d'eau pluviale qui sera raccordé au réseau existant.</p> <p>Pour rappel, le réseau existant dispose de vannes d'obturation au niveau des limites de site pour éviter la dispersion vers le réseau de collecte d'eaux potentiellement polluées.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir prévu le chantier au budget 2025 et la réalisation est prévue pour avant septembre 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 12 mois, transmettre à l'inspection, les justificatifs de la réalisation des travaux à l'issue de leur réalisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.5.3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. [...]
Constats : <p>Dans son courriel en date du 10/10/2024 transmis suite à la visite d'inspection du 27/09/2024, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none">• le volume de la rétention au niveau des cuves de plastifiants est de 126 m³,• la somme des capacités de stockages des cuves est égale à 277 m³,• la plus grande cuve à une capacité de 58 m³. <p>L'inspection n'a pas relevé d'écart sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.5.3 et 7.5.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2024
Prescription contrôlée : <p>Art 7.5.3 : [...]La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.[...]</p> <p>Art 7.5.5 : [...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Les jours précédents la visite d'inspection, de fortes précipitations ont provoqué l'accumulation d'eau à plusieurs endroits du site.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que le bac de rétention présent sous les cuves de plastifiant ne contenait pas d'eau dans le fond. Or ce bac n'est pas à l'abri des intempéries et l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé de pompage des eaux du bac depuis les précipitations. Compte tenu de l'eau présente sur le site il aurait été logique de trouver un minimum d'eau dans le fond du bac.</p> <p>Par ailleurs, le bac est en béton. Il présente des fissures dans le fond et sur les murets, plusieurs parties sont détériorées notamment au niveau des supports de cuves et un revêtement ressemblant à de la résine semble avoir été appliqué il y a longtemps par endroit. Ce revêtement est presque complètement désagrégé.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir testé le bac et qu'il n'était donc pas impossible que celui-ci ne soit plus étanche.</p> <p>Concernant les contrôles mis en œuvre sur les eaux pompées dans le bac de rétention des cuves de plastifiant, l'exploitant a indiqué avoir échangé avec un laboratoire d'analyse. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de documents permettant de justifier le suivi mis en place.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous 1 mois :</p> <p>modifier les contrôles effectués sur les eaux pompées dans le bac de rétention situé sous les cuves de plastifiants avant rejet et transmettre à l'inspection les éléments de justifications permettant d'attester de la mise en œuvre de ces nouveaux contrôles.</p> <p>A noter que ces contrôles doivent permettre de garantir de manière factuelle l'innocuité des eaux pompées depuis la rétention vis-à-vis de leur milieu récepteur avant rejet. Ils doivent également être encadrés par une procédure garantissant la fiabilité de leur mise en œuvre. En cas d'impossibilité à pouvoir démontrer l'efficacité de ces contrôles il sera nécessaire de modifier le mode d'évacuation de ces eaux.</p>

Sous 1 mois, transmettre à l'inspection les éléments permettant de justifier que la rétention est toujours étanche et si les essais menés mettent en avant que le bac n'est plus étanche, transmettre l'échéancier des actions qui seront mises en place pour la remise en conformité du bac.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2007, article 7.6.5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 21/06/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...] - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</p> <p>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</p> <p>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</p> <p>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</p> <p>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis la visite d'inspection du 05/03/2024, l'exploitant a renouvelé les affichages de sécurité présents sur le site.</p> <p>Plusieurs affichages ont été modifiés.</p> <p>La procédure permettant d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur en cas d'incendie est affichée à plusieurs endroits clés du site.</p> <p>L'inspection a constaté la présence de ces affichages au niveau des vannes d'eau pluviale ainsi qu'au niveau des cuves de plastifiant notamment.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N°9 : Mise en œuvre des préconisations des fiches de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, produits chimiques• date d'échéance qui a été retenue : 21/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]</p>
Constats : <p>La cuve de cyclohexanone a été déplacée. L'inspection a constaté la présence d'une douche de sécurité portative à proximité de la cuve. Des moyens d'extinction sont en place à côté de la cuve (extincteurs) ainsi qu'un bac d'absorbant. La fiche de donnée de sécurité (FDS) du cyclohexanone et une fiche de synthèse sont affichées à côté de la cuve. La FDS prévoit que le récipient dans lequel le cyclohexanone est stocké soit hermétique. Le cyclohexanone est un solvant facilement volatil. Toutefois, le couvercle de la cuve est entrouvert pour laisser passer le tuyau de pompage du produit. Un couvercle perforé est prévu sur la cuve. Toutefois celui-ci n'est pas utilisé car suite au déplacement de la cuve le couvercle hermétique ne peut plus s'ouvrir totalement à cause d'un tuyau à proximité ce qui empêche la pose du couvercle perforé. L'exploitant a indiqué ne pas avoir connaissance du problème. Il s'est engagé à remédier à ce point dans les plus brefs délais.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Sous 1 semaine, rendre le système d'utilisation de la cuve hermétique et transmettre à l'inspection les preuves de la réalisation de l'action corrective.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 7 jours